

**Programme National
pour le Développement
Agricole et Rural (PNDAR)**
Illustration d'actions sur
la période 2014-2018



Mobilisation pour l'enjeu climatique

La filière laitière prend en main la réduction de son empreinte carbone	2
Faire rimer agriculture biologique et transition climatique	94

Type d'action: Appel à projets IP « CARBON DAIRY »

Coordination: Institut de l'élevage (Idele)

Partenaires: Chambres d'agriculture, France Conseil Élevage, Cniel.

La filière laitière prend en main la réduction de son empreinte carbone

Tous les secteurs d'activité ont un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique, y compris l'élevage laitier. Aujourd'hui, chaque ferme peut calculer son empreinte carbone nette et des leviers sont identifiés pour la diminuer. La filière se mobilise pour qu'un éleveur laitier sur deux soit engagé dans cette démarche bas carbone d'ici 2023.

En France métropolitaine, l'agriculture et la sylviculture représentent 19 % des émissions de gaz à effet de serre en 2017 avec 86 millions de tonnes équivalent CO₂, selon les chiffres du Centre interprofessionnel technique de la pollution atmosphérique (Citepa). L'élevage y contribue en raison notamment du méthane issu de la fermentation entérique lors de la digestion des animaux. Face à la montée en puissance des préoccupations liées au changement climatique et des attaques contre l'élevage, la filière laitière souhaitait mieux connaître les composantes de son empreinte carbone et les moyens éventuels de la réduire.

« Notre volonté avec l'étude Carbon Dairy était de mettre en œuvre une démarche très opérationnelle, souligne Catherine Brocas, responsable du projet à l'Institut de l'élevage (Idele). Dès le départ, l'objectif était de savoir s'il était possible de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre de la filière laitière, et de quelle façon. »

Des contributions positives

L'Idele s'est d'abord attelé à la création d'un outil permettant de mesurer l'impact d'une ferme laitière: sur les émissions de gaz à effet de serre, mais plus globalement sur l'environnement en évaluant aussi les pertes d'azote vers l'eau et d'ammoniac vers l'air, ainsi que les consommations d'énergie (directes et indirectes via les aliments et engrais achetés). Les partenaires du projet souhaitaient aussi que l'outil puisse mettre en évidence les contributions positives de l'élevage: alimentation de la population, entretien de la biodiversité, stockage de carbone via les prairies et les haies.

Une fois mis au point, le diagnostic CAP'2ER® a été déployé dans plus de 3000 fermes laitières (grand Ouest, Nord, Lorraine, Rhône-Alpes) suite à la formation de quelque 300 conseillers. Dans chaque région, une dizaine de fermes pilotes ont également été sélectionnées par les chambres d'agriculture et les entreprises de conseil en élevage (ECEL) pour une analyse plus approfondie.

« Il s'agit d'exploitations que nous suivons déjà car leurs systèmes sont optimisés et cohérents, indique Catherine Bausson, cheffe de projets élevage à la chambre de Normandie. Elles nous permettent notamment de mesurer l'impact économique de modifications de pratiques, et sont des supports de communication concrets pour sensibiliser un grand nombre d'éleveurs. »

Le soja très impactant

« Tous les types de systèmes peuvent être performants à condition d'être efficaces. »

Le premier résultat intéressant de Carbon Dairy est de montrer une empreinte carbone nette (incluant les déductions liées au stockage de carbone) inférieure de 18 % par rapport à la moyenne, aux élevages les plus performants.

« L'objectif imaginé au départ de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre se révèle donc atteignable », annonce Catherine Brocas. Le deuxième résultat marquant est que tous les types de systèmes peuvent être performants à condition d'être efficaces. La conduite et la santé du troupeau sont les premiers leviers de progrès via l'optimisation de la production par vache, et la diminution de la période improductive avant le premier vêlage. Côté alimentation, les systèmes basés sur l'herbe, notamment pâturée, se révèlent particulièrement vertueux : ils réduisent les achats d'aliments dont le tourteau de soja très impactant ; la fertilisation des cultures est moindre ; de même que le coût énergétique car le pâturage évite la mécanisation nécessaire à la récolte. En outre, la compensation permise par le stockage de carbone dans les prairies peut atteindre 50 % des émissions brutes.



« La compensation permise par le stockage de carbone dans les prairies peut atteindre 50 % des émissions brutes. »

Quand les vaches pâturent, la présence de prairies permet le stockage de carbone et la compensation d'émissions de gaz à effet de serre © Idelle,

Démocratiser l'approche carbone

Les organismes de conseil réunis dans France Conseil Élevage, se sont fortement impliqués dans la formation de leurs conseillers pour la réalisation des diagnostics CAP'2ER®.

« S'il peut sembler a priori éloigné des sujets zootechniques que nous abordons avec les éleveurs, ce projet montre en réalité que les leviers d'action pour réduire l'empreinte carbone vont dans le sens des messages que nous portons depuis longtemps, constate Agnès Lejard, chargée de mission chez France Conseil Élevage. Les résultats nous intéressent donc beaucoup. Aujourd'hui, une grande partie des 740 conseillers formés à l'outil CAP'2ER® sont dans notre réseau, et nous sommes sollicités au gré du déploiement de la démarche dans la filière. »

Du côté des chambres d'agriculture, Carbon Dairy a permis de renforcer l'expertise des conseillers sur la problématique des émissions de gaz à effet de serre. « Ce projet a démocratisé l'approche carbone, estime Catherine Bausson. Nous l'intégrons désormais dans notre approche globale de recherche de cohérence des systèmes. Les leviers identifiés sont concrets et peuvent être utilisés dans le conseil au quotidien. Cela fait beaucoup d'émules dans les groupes d'éleveurs. »



Panneau « Ferme laitière bas carbone » permettant aux éleveurs de communiquer sur leur démarche © Idelle



L'intégration de tourteau de soja dans l'alimentation des vaches impacte fortement l'empreinte carbone de la production laitière © Idelle

Mobilisation générale

Dès 2015, l'interprofession laitière représentée par le Cniel s'est emparée des travaux de Carbon Dairy pour lancer la démarche « Ferme laitière bas carbone » sur l'ensemble du territoire.

« Nous avons enchaîné rapidement car les résultats du projet collent aux objectifs de la filière, justifie Ronan Lasbleiz, chargé de mission environnement au Cniel. La réduction de l'empreinte carbone est en effet corrélée positivement avec d'autres indicateurs, notamment la performance économique des exploitations. »

Si les 60000 fermes laitières françaises réduisent leur empreinte carbone de 20 %, l'économie sera de deux millions de tonnes équivalent CO₂. Près de 10000 exploitations ont déjà été diagnostiquées et le Cniel en vise 30000 d'ici à 2023.

« Le diagnostic est coûteux donc nous avons besoin de partenaires pour le financer, indique Ronan Lasbleiz. Le thème étant fédérateur, beaucoup d'acteurs de la filière se l'approprient et les choses s'accélèrent. »

Aujourd'hui la mobilisation est générale, rassemblant des conseils régionaux, des organisations de producteurs, des interprofessions régionales, des industriels laitiers, des fromages AOC, et même une communauté de communes des Hauts-de-France. Du côté de la recherche, les travaux se poursuivent en partenariat avec la filière viande bovine, afin d'imaginer pour l'avenir une rémunération des efforts des éleveurs en lien avec la vente de crédits carbone.

Pour en savoir plus :

<https://rd-agri.fr>

www.carbon-dairy.fr

www.ferme-laitiere-bas-carbone.fr

Type d'action: Programme pluriannuel des ONVAR

Coordination: Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB)

Partenaires: Bio de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Agrobio 35, Bio Hauts-de-France, Agribio Ardèche, Les Bios du Gers, Bio 46, Civam bio Mayenne, Bio Grand Est.

Faire rimer agriculture biologique et transition climatique

Le cahier des charges de l'agriculture biologique vise à protéger l'environnement et la santé des consommateurs, mais qu'en est-il de sa performance en matière de consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre? Pour la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB), il faut aller plus loin à l'image des producteurs déjà engagés dans des pratiques vertueuses.

« Les producteurs bio ne peuvent pas se contenter de réduire l'usage des produits chimiques. »

« L'agriculture bio, une chance pour le climat »: tel était le titre de l'intervention du climatologue Jean Jouzel lors du salon agricole bio « La Terre est notre métier » en Ille-et-Vilaine en septembre 2016. Cette année-là, la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB) lance en effet ses premiers travaux visant à faire le lien entre production biologique, énergie et climat.

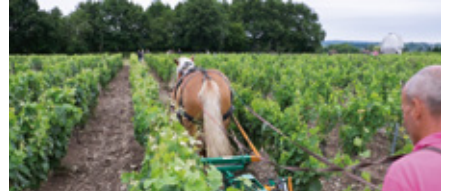
« Bien que je sois conscient depuis longtemps de la question climatique, je suis sorti plus que bousculé de cette conférence, avoue Raoul Leturcq, producteur bio de céréales et légumes de plein champ dans l'Oise, et référent énergie-climat de la FNAB à cette époque. L'agriculture biologique est un label environnemental: les producteurs ne peuvent pas se contenter de réduire l'usage des produits chimiques. Nous devons prendre en charge d'autres problématiques dans l'intérêt général. »

Un groupe de travail composé d'une douzaine de salariés et producteurs du réseau est mis en place au niveau de la fédération. Il décide de mettre en avant les pratiques innovantes favorables au climat d'agriculteurs biologiques. Cinq régions proposent des contacts et une personne est formée pour les rencontrer afin de collecter leurs données et leurs expériences. Quatorze exploitations volontaires sont ainsi analysées, sur la base notamment des diagnostics Dia'terre (bilan carbone mis au point par l'Ademe) et Dialecte (bilan agri-environnemental mis au point par Solagro).

Un bilan environnemental favorable

Un premier recueil de témoignages est publié en 2017 dans lequel les pratiques des agriculteurs sont détaillées: production de méteil ou pâturage pour favoriser l'autonomie alimentaire des élevages; couverts végétaux pour lutter contre l'éro-

sion des sols; traction animale pour réduire la consommation de carburant; production de bois de chauffage pour remplacer le fioul; introduction d'animaux dans les vergers comme régulateurs des ravageurs; etc. Dans chaque cas, le bilan des consommations d'énergies et des émissions de gaz à effet de serre est renseigné, ainsi que le bilan environnemental (note sur 100 issue de Dialecte) et l'impact économique sur les produits et charges de l'exploitation. Un indicateur d'intensité énergétique est également calculé, exprimant l'énergie nécessaire pour réaliser le chiffre d'affaires.



La traction animale remplace les tracteurs et leur carburant © agriculture.gouv.fr

« L'Ademe a calculé un indicateur d'intensité énergétique moyen pour l'agriculture française de 5,9 gigajoules pour mille euros de chiffre d'affaires, détaille Didier Jammes du pôle agroenvironnement-énergie-climat de Bio de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Or, onze des quatorze exploitations bio mises en avant sont en dessous de 5 gigajoules. Il est important aussi de vérifier les performances économiques des fermes pour se placer dans une perspective d'agriculture durable. Nous devons proposer des solutions ne dégradant pas les résultats économiques des exploitations. »

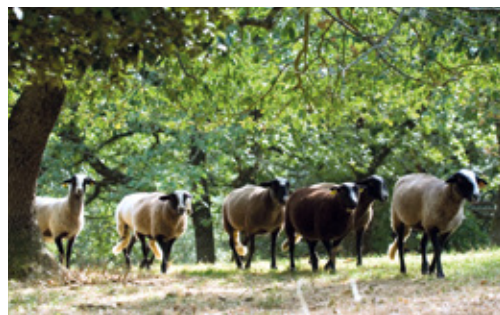
Cocktail bio favorable au climat

Pour Didier Jammes, à l'image du titre de la conférence de Jean Jouzel, « l'agriculture biologique fait partie de la solution » en matière de lutte contre le changement climatique. Du point de vue de son cahier des charges en effet, la non-utilisation d'engrais de synthèse et le recyclage de la matière organique notamment, contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, les exploitations présentées dans le recueil vont au-delà du cahier des charges bio.

« Nous voulons faire de l'agriculture biologique une pionnière dans la lutte contre le changement climatique, ambitionne le chargé de mission de Bio de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nous parlons de cocktail bio favorable au climat : outre le cahier des charges, l'idée est de favoriser une réflexion et une démarche de progrès continues chez les producteurs; le changement des habitudes alimentaires des consommateurs bio; la réduction du gaspillage alimentaire; et le développement des circuits de commercialisation de proximité. C'est sur cette base du cocktail bio que nous souhaitons tirer les choses vers le haut, et ces objectifs peuvent d'ailleurs concerner également les producteurs conventionnels. »

« Nous voulons faire de l'agriculture biologique une pionnière dans la lutte contre le changement climatique. »

En 2019, un second recueil est publié regroupant à nouveau quatorze pratiques innovantes favorables au climat sur la base d'enquêtes réalisées en 2017 chez des agriculteurs biologiques. Ces deux « Tours de France des paysans bio engagés » disponibles pour tous sous format numérique, ont été diffusés dans l'ensemble du réseau de la FNAB comptant quelque 10000 adhérents.



La combinaison de l'élevage et de l'arboriculture intensifie le système mais les émissions de gaz à effet de serre rapportées à la production sont moindres © agriculture.gouv.fr

Plus loin et plus vite

« La sensibilisation des agriculteurs faisait partie des objectifs de départ de nos travaux, souligne Didier Jammes. À l'aide de ces supports, nous avons mis la lumière sur un sujet phare concernant les agriculteurs au premier plan. Ils subissent aussi le changement climatique et doivent anticiper l'adaptation de leurs systèmes. »

La collecte des témoignages a également permis au groupe technique Bio-Énergie-Climat de la FNAB de monter en compétences, d'enrichir ses références et son argumentaire. L'organisation est désormais engagée jusqu'en 2021 comme chef de file du projet multipartenarial « Réseau Bio Climat » visant à mobiliser un réseau d'acteurs pour accompagner la transition climatique (projet cofinancé par le Réseau rural national et l'Europe).

Retraité depuis peu, Raoul Leturcq reconnaît avoir été surpris par la diversité des initiatives chez les agriculteurs bio enquêtés.

« La traction animale en maraîchage, c'est possible; la culture d'abricotiers sous ombrière photovoltaïque, c'est possible aussi! Il existe des solutions très variées et je crois que nous avons tous la capacité à agir », affirme-t-il. Pour l'agriculteur, la diffusion des pratiques innovantes est une première étape, mais il faut maintenant aller plus loin et plus vite. « L'action doit essaimer à l'échelle des régions, comme cela est en train de se faire en Bretagne par exemple. Il faut que chacun se mette en mouvement. Il y a énormément à faire et il y a urgence. Nous avons une responsabilité vis-à-vis des générations futures. »

Pour en savoir plus :

www.produire-bio.fr/ / Tous les articles/Publications/L'agriculture biologique s'engage pour le climat